

**PROCÉDURE ADAPTÉE**

En application de l'article R. 2123-1, 3° du code de la commande publique.

---













**MARCHES N° 24-2732**

**Prestation de navettes quotidiennes inter-sites pour le  
transport de courriers de la CPAM du Rhône et services  
associés**

---

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES  
(CCAP)**

## SYNTHÈSE DU CONTRAT

	<p>Marché public de services</p> <p><u>Objet</u> : Prestation de navettes quotidiennes inter-sites de courriers de la CPAM du Rhône et services associés</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>CPAM DU RHÔNE 276 COURS EMILE ZOLA 69100 - VILLEURBANNE</p>
	<p>Le marché inclut des considérations environnementales.</p>
	<p>Le marché n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Marché passé en procédure adaptée, en application de l'article R. 2123-1, 3° du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable au marché public : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>Divers sites et boîtes aux lettres de la CPAM du Rhône, répartis sur le Département du Rhône</p>
	<p>Le marché n'est pas alloti.</p>
	<p>La durée initiale du marché est de 12 mois avec 3 reconductions tacites de 1 an</p>
	<p>Le marché est à prix mixte (forfaitaire et prix unitaire)</p>
	<p>Le marché est révisable.</p>
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>Le marché n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Le marché prévoit la possibilité pour l'acheteur de conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.</p>
	<p>Le marché n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

# SOMMAIRE

<b>PARTIE 1.</b>	<b>PREAMBULE .....</b>	<b>4</b>
<b>PARTIE 2.</b>	<b>DISPOSITIONS GENERALES.....</b>	<b>5</b>
ARTICLE 1.	REPRESENTANT DE L'ACHETEUR .....	5
ARTICLE 2.	OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	5
ARTICLE 3.	FORME DU CONTRAT.....	6
ARTICLE 4.	DURÉE.....	6
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	7
ARTICLE 6.	ASSURANCES .....	7
ARTICLE 7.	INTERVENANTS.....	7
7.1.	SOUS-TRAITANCE .....	7
7.2.	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES.....	8
<b>PARTIE 3.</b>	<b>PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>9</b>
ARTICLE 8.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC .....	9
8.1.	MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX .....	9
8.2.	CONTENU DU PRIX.....	9
8.3.	VARIATION DES PRIX.....	9
ARTICLE 9.	AVANCE .....	10
ARTICLE 10.	RETENUE DE GARANTIE .....	10
ARTICLE 11.	MODALITÉS DE PAIEMENT .....	11
11.1.	DÉLAI DE PAIEMENT .....	11
11.2.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	11
11.3.	FACTURATION .....	12
<b>PARTIE 4.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION .....</b>	<b>14</b>
ARTICLE 12.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES .....	14
ARTICLE 13.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	14
ARTICLE 14.	DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	15
ARTICLE 15.	PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS.....	15
ARTICLE 16.	PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	15
16.1.	RÉGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE .....	15
<b>PARTIE 5.</b>	<b>CONSTATATION DE L'EXÉCUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE.....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 17.	RECEPTION.....	16
ARTICLE 18.	DÉLAI DE GARANTIE .....	16
<b>PARTIE 6.</b>	<b>CLAUSES DIVERSES .....</b>	<b>17</b>
ARTICLE 19.	CONFIDENTIALITÉ – PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES – MESURES DE SÉCURITÉ.....	17
ARTICLE 20.	OBLIGATION DE CONSEIL .....	18
ARTICLE 21.	CLAUDE DE REEXAMEN .....	18
ARTICLE 22.	GESTION DE FIN DE MARCHÉ.....	19
<b>PARTIE 7.</b>	<b>DEFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>20</b>
ARTICLE 23.	PÉNALITÉS ET PRIMES .....	20
ARTICLE 24.	MESURES COERCITIVES.....	20
ARTICLE 25.	CAS DE RÉSILIATION .....	21
ARTICLE 26.	LIQUIDATION .....	21
ARTICLE 27.	LITIGES ET DIFFÉRENDS .....	21
<b>PARTIE 8.</b>	<b>DEROGATIONS AU CCAG .....</b>	<b>23</b>
<b>ANNEXE 1 -</b>	<b>SÉCURITÉ ET CONFIDENTIALITÉ.....</b>	<b>24</b>
<b>ANNEXE 2 -</b>	<b>LIVRET DE SÉCURITÉ DE L'INFORMATION .....</b>	<b>26</b>

## **PARTIE 1. PREAMBULE**

---

### **Législation applicable**

Ce marché est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

## PARTIE 2. DISPOSITIONS GENERALES

### ARTICLE 1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR

L'exécution des services se déroule sous le contrôle du représentant de l'acheteur :

Raison sociale	CPAM DU RHÔNE
Adresse	276 COURS EMILE ZOLA 69100 - VILLEURBANNE
Adresse électronique	unitemarches.cpam-rhone@assurance-maladie.fr
Signataire du marché	EMMANUELLE LAFOUX, Directrice de la CPAM du Rhône Et par Délégation CLEMENTINE ORIOI-MANSUY, Directrice Pilotage et Ressources de la CPAM du Rhône
Contact pour les renseignements concernant le nantissement ou la cession de créances	EMMANUELLE LAFOUX, Directrice de la CPAM du Rhône Et par Délégation CLEMENTINE ORIOI-MANSUY, Directrice Pilotage et Ressources de la CPAM du Rhône
Comptable assignataire des paiements	ALINE BERNADAC Directrice comptable

### ARTICLE 2. OBJET DU MARCHE PUBLIC

Le présent marché a pour objet d'**assurer un circuit de navettes, aux jours et aux plages horaires définis en Annexe 1 du Cahier des Charges Techniques et Particulières (CCTP).**

Le marché **comprend** les **prestations** suivantes :

- Le **ramassage** des **boîtes** aux **lettres extérieures** dans lesquelles les assurés et les professionnels de santé peuvent déposer leur courrier **sans tri** et la **livraison** à **J+1** au **siège** social à Villeurbanne (**Site de Zola**) ;
- La **collecte** et le **tri** du **courrier** des **différents sites** de la CPAM du Rhône pour une **livraison (J+1)** au siège social (**Zola**) ou à un **autre site** de la CPAM du Rhône, et **inversement**. Des colis peuvent également être échangés notamment entre le Siège Social de Zola et les autres sites.
- Prestations exceptionnelles décrites à l'article 5 et 6 du CCTP (Transport colis et achat de contenants)

**Lieu de prestation du service** : Divers sites et boîtes aux lettres de la CPAM du Rhône, répartis sur le Département du Rhône.

La description des prestations attendues à réaliser dans le respect de la réglementation en vigueur, et leurs spécifications techniques sont indiquées dans le Cahier des Clauses Techniques Particulière (CCTP) et ses annexes.

#### Division en Lots

En application de l'article L 2113-11 du CCP, le présent accord-cadre n'est pas alloti.

En effet, la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement difficile ou financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

### ARTICLE 3. FORME DU CONTRAT

La présente consultation ayant pour objet des services spécifiques (code CPV 64122000-7 figurant dans l'avis relatif aux contrats de la commande publique (Annexe 3 du code de la commande publique) ayant pour objet des services sociaux et autres services spécifiques), est passée selon une procédure adaptée quelle que soit la valeur estimée du besoin.

☒ Marché ordinaire

Les quantités forfaitaires sont fixées au cahier des charges.

Conformément aux dispositions de l'article R2112-6 du code de la commande publique, le marché public comporte des prestations à prix unitaires et à prix forfaitaires (prix mixtes).

Pour la partie unitaires (prestations exceptionnelles décrites à l'article 5 et 6 du CCTP) le montant maximum de commande est de 50 000 € HT sur la durée totale du marché.

Les montants maximums correspondent à un maximum de dépenses. Il est à noter que le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation s'ils ne sont pas atteints.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de garantir dès le départ un minimum de dépenses aux opérateurs retenus et peut ainsi effectuer des achats à caractère répétitif dans la limite des montants ci-dessus indiqués.

### ARTICLE 4. DUREE

Durée en mois : 12 mois

Date de début prévue : 1 juillet 2025

Date de fin prévue : 30 juin 2026

La durée d'exécution du marché commence à courir à partir de la date de début prévue si la notification d'attribution est antérieure à cette date.

La date prévisionnelle de notification est le 26/05/2025

La date de commencement d'exécution est fixée au 01/07/2025

Le titulaire devra avoir la capacité d'effectuer les premières prestations au 01/07/2025

Une réunion de lancement aura lieu dès l'attribution du marché.

Le Titulaire pourra se déplacer, s'il le souhaite, sur l'ensemble des sites afin d'identifier les spécificités de chaque site et les modalités d'accès.

#### Caractéristiques du délai d'exécution du marché :

La date de commencement d'exécution est fixée au 01/07/2025.

Le présent marché comprend 3 reconductions tacites de 12 mois.

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de ce marché.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire le marché, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 120 jours calendaires avant la date d'échéance du marché initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction du marché.

#### **Prestations similaires :**

En application de l'article R. 2122-7 du Code de la commande publique, l'acheteur peut conclure un marché sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires à celles de l'objet du présent marché, en accord avec le titulaire, pendant une période de trois ans à compter de la notification du marché initial.

## **ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE) et ses éventuelles annexes financières
  - Annexe financière DPGF
  - Annexe financière BPU
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ou tout autre document qui en tient lieu et ses éventuelles annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- Le Cadre de réponse technique obligatoire limité à 10 pages annexes comprises
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification du marché

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

Pièces à remettre au titulaire - Cession ou nantissement des créances :

Les dispositions de l'article 4.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 6. ASSURANCES**

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution du marché.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution du marché, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

Assurances :

Les dispositions de l'article 9.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Attestations :

Les dispositions de l'article 9.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 7. INTERVENANTS**

### **7.1. Sous-traitance**

#### **Présentation d'un sous-traitant**

Le titulaire du marché peut, sous sa responsabilité, sous-traiter uniquement l'exécution de certaines parties du marché, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique. Ainsi, la sous-traitance totale du marché est interdite.

#### **Modalités d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement**

Le titulaire doit préalablement obtenir de l'acheteur l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Ces deux formalités exigées doivent être constatées par un acte spécial signé par l'acheteur et par le titulaire, pouvant prendre la forme du formulaire DC4.

La demande doit contenir :

- la nature des prestations sous-traitées ;
- le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant proposé ;
- le montant maximum des sommes à verser au sous-traitant ;
- les conditions de paiement prévues au projet de contrat de sous-traitance et, le cas échéant, les modalités de variation des prix ;
- la durée du contrat de sous-traitance en nombre de mois ;
- le cas échéant, les capacités du sous-traitant sur lesquelles le titulaire s'appuie ;
- une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code de la commande publique ;
- l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité ou une attestation ou une main levée du bénéficiaire de la cession ou du nantissement de créance afin d'établir qu'aucune cession ni aucun nantissement de créance résultant du marché ne font obstacle au paiement direct du sous-traitant.

Le titulaire qui recourt à la sous-traitance des prestations du marché, sans avoir au préalable obtenu de l'acheteur l'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement encourt la résiliation du marché à ses torts exclusifs.

### **Païement direct des sous-traitants**

Lorsque le montant du contrat de sous-traitance est égal ou supérieur à 600 euros TTC, le sous-traitant qui a été accepté et dont les conditions de paiement ont été agréées est payé directement par l'acheteur, pour la partie du marché dont il assure l'exécution.

Le titulaire peut sous-traiter une partie de l'exécution du marché, à la condition expresse d'obtenir du pouvoir adjudicateur l'acceptation du ou des sous-traitants et des conditions de paiement des contrats de sous-traitance, conformément aux articles L. 2193-1 à L. 2193-14 et R. 2193-1 à R. 2193-22 du code de la commande publique.

L'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement du contrat de sous-traitance sont constatés par une déclaration de sous-traitance (DC4) signée par le pouvoir adjudicateur, par le titulaire et le sous-traitant.

Le formulaire de déclaration de sous-traitance (DC4) est disponible à l'adresse suivante : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

La déclaration doit être adressée par le titulaire à l'adresse mail suivante : [unitemarches.cpm-rhone@assurance-maladie.fr](mailto:unitemarches.cpm-rhone@assurance-maladie.fr)

L'ensemble des dispositions visées dans les pièces constitutives du présent marché doivent s'appliquer à l'ensemble des intervenants.

L'acheteur n'est lié que par l'offre financière du titulaire du marché.

Le titulaire du marché demeure entièrement responsable des prestations sous-traitées.

## **7.2. Groupement d'opérateurs économiques**

Les dispositions de l'article 3.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Si le groupement titulaire du marché est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire du marché est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité du marché. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.



### ARTICLE 8. CARACTERISTIQUES DES PRIX DU MARCHÉ PUBLIC

#### 8.1. Modalités de fixation des prix

---

La rémunération du présent marché se fait sur la base d'une partie forfaitaire et d'une partie unitaire.

Les prestations pour lesquelles un prix forfaitaire s'applique, quelles que soient les quantités commandées ou exécutées, sont les prestations identifiées par l'acheteur au sein de la décomposition du prix global et forfaitaire (DPGF) figurant en annexe de l'acte d'engagement.

Les prestations pour lesquelles un prix unitaire s'applique sont les prestations identifiées par l'acheteur dans le bordereau des prix (BPU) figurant en annexe de l'acte d'engagement.

#### 8.2. Contenu du prix

---

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG fournitures courantes et services les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, les frais afférents au conditionnement, au stockage, à l'emballage, à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Toutefois, les frais engendrés par l'absence de demande du titre de transport administratif par le titulaire ou par le retard du titulaire à présenter cette demande restent à sa charge. Les frais de manutention et de transport, qui naîtraient de l'ajournement ou du rejet des prestations, sont à la charge du titulaire.

Le prix comprend également l'étiquetage des sacoches, les étiquettes et autres consommables nécessaires à la solution demandée.

#### 8.3. Variation des prix

---

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante : Les prix seront révisés annuellement à la date anniversaire du marché.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la remise des offres appelé mois 0 (M0) soit le mois d'**AVRIL**.

Les prix sont fermes la première année.

Le prix révisé est calculé par l'application au prix du marché d'un coefficient de révision CR résultant de la variation des index définis ci-dessous.

Prix révisé = Prix initial du marché \* CR

$CR = 0,85 * c1/C1 + 0,15$

où

c1 = indice 1565190 - Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en décembre 2008 en vigueur et connue à la date d'effet de la révision disponible sur le site : <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565190>

C1 = indice 1565190 - Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - Salaires et charges - Tous salariés - Transport et entreposage (NAF rév. 2 section H) - Base 100 en décembre 2008 en vigueur au mois de la date de remise de l'offre finale par le Titulaire (M0) disponible sur le site <https://www.insee.fr/fr/statistiques/serie/001565190>

Le coefficient de révision des prix s'applique sur l'entièreté de la DPGF et du BPU.

L'application de la formule de révision des prix ne peut pas avoir pour effet d'augmenter de plus de 5% les prix initiaux du marché, soumis à la révision.

Si l'application de la formule de révision des prix conduit à dépasser ce plafond, les prix du marché tels que calculés à l'issue de l'application de la formule de révision sont les prix plafonnés à 105%.

Le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du fait de l'application de la présente clause.

#### Détermination des prix de règlement :

\* En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

\* La révision de prix peut être réalisée à tout moment, de façon rétroactive, par la partie la plus diligente, sans pouvoir aller au-delà de la dernière date de révision effective.

### **ARTICLE 9. AVANCE**

Une avance est accordée au titulaire si les conditions prévues à l'article R2191-3 du code de la commande publique sont réunies.

L'option A du CCAG Fournitures courantes et services est retenue.

Une avance est accordée au titulaire à hauteur de 5% du montant initial du marché (TTC).

Le remboursement de l'avance débute lorsque 65% des prestations sont réalisées. Le remboursement doit être terminé lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint 80% du montant (TTC) des prestations qui lui sont confiées au titre du marché.

Le remboursement de l'avance s'impute sur les sommes dues au titulaire par précompte sur les sommes dues à titre d'acomptes ou de règlement partiel définitif ou de solde.

Toutefois, le titulaire peut refuser le versement de l'avance.

Si le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite et moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13, le taux de l'avance est porté à 30%.

Les dispositions de l'article A11.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 10. RETENUE DE GARANTIE**

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

## ARTICLE 11. MODALITES DE PAIEMENT

### 11.1. Délai de paiement

---

Le délai global de paiement ne pourra excéder 30 jours calendaires. Le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la demande de paiement par l'acheteur.

Les factures sont transmises par l'intermédiaire du portail de facturation **Chorus Pro**, la date de réception de la demande de paiement correspond à :

1. Lorsque les factures sont transmises par échange de données informatisé :

- la date à laquelle le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat horodate l'arrivée de la facture.

2. Lorsque les factures sont transmises par le mode portail ou service :

- la date de notification à l'acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation **Chorus Pro**.

Lorsque les sommes dues au titulaire n'ont pas été payées à l'échéance du délai de paiement, celui-ci a droit au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement (d'un montant de 40 €), dans les conditions prévues par l'article L. 2192-13 et suivants du code de la commande publique.

Coordonnées du comptable assignataire chargé des paiements :

ALINE BERNADAC  
Directrice comptable  
CPAM DU RHÔNE  
276 COURS EMILE ZOLA  
69100 VILLEURBANNE  
Tél. : 0658990072

### 11.2. Modalités de règlement des comptes

---

Acomptes :

Les dispositions de l'article 11.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Contenu de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Calcul du montant dû par l'acheteur au titre des prestations fournies :

Les dispositions de l'article 11.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise de la demande de paiement :

Les dispositions de l'article 11.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Acceptation de la demande de paiement par l'acheteur :

Les dispositions de l'article 11.6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Paie ment pour solde et règlement partiels et définitifs :

Les dispositions de l'article 11.7 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Facturation électronique :

Le titulaire adressera sa facture à la CPAM du Rhône via ChorusPro en utilisant les informations suivantes :  
Nom : CPAM DU RHÔNE  
SIRET : 51746592800011  
Code service : GESTION-CONTRATS  
Numéro d'engagement = Numéro de marché

Règlement en cas de groupement d'opérateurs économiques ou de sous-traitance :  
Les dispositions de l'article 12 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **11.3. Facturation**

---

Les prestations forfaitaires seront réglées par application du prix global forfaitaire mensuel indiqué dans la DPGF et feront l'objet d'une facturation mensuelle à terme échu.

Les prestations à bons de commande (courses exceptionnelles pour transport de colis ; achat de contenants) seront réglées par application des prix indiqués dans le BPU via un bon de commande signé par le pouvoir adjudicateur.

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

Information sur l'Acheteur:

**Nom : CPAM DU RHÔNE**

**SIRET : 51746592800011**

**Code service : GESTION-CONTRATS**

**Numéro d'engagement = Numéro de marché**

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date d'exécution des services ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des prestations réalisées ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

Coordonnées du service responsable de la vérification des factures :

<p><b>CPAM du Rhône</b> <b>Unité Gestion des contrats</b> <b>Karine Bonenti</b> <b>Tél. : 0658990072</b> <a href="mailto:gestion-contrat.cpam-rhone@assurance-maladie.fr">gestion-contrat.cpam-rhone@assurance-maladie.fr</a></p>
---

Le non-respect des dispositions de cet article entraînera le retour pur et simple de la facture à son expéditeur avec obligation de réémission sous un nouveau numéro et une nouvelle date, ainsi que la suspension du délai de paiement.

## **PARTIE 4. MODALITES D'EXECUTION**

---

### **ARTICLE 12. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES**

#### Forme des notifications et informations :

Les dispositions de l'article 3.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Modalités de computation des délais d'exécution des prestations :

Les dispositions de l'article 3.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Représentation du titulaire et obligations d'information relative au titulaire :

Dès la notification du marché, le titulaire désigne une ou plusieurs personne(s) physique(s), habilitée(s) à le représenter pour les besoins de l'exécution du marché. D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par le titulaire en cours d'exécution du marché.

En cours d'exécution du marché, le titulaire est tenu d'informer l'acheteur de toutes modifications se rapportant aux personnes ayant le pouvoir de l'engager, à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité, à sa raison sociale ou à sa dénomination, à son adresse ou à son siège social, ainsi qu'aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitants et l'agrément de ses conditions de paiement et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement de l'entreprise pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### Bons de commande :

**Dans le cadre des prestations exceptionnelles, les commandes seront passées par mail mais également en cas d'indisponibilité par fax ou courrier**

**Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché.**

En complément des dispositions de l'article 3.7 du CCAG fournitures courantes et services, les bons de commande sont notifiés par l'acheteur au titulaire. Les bons de commande devront comporter les mentions suivantes :

- le nom ou la raison sociale du titulaire.
- la date et le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- le montant du bon de commande ;
- les délais de livraison (date de début et de fin) ;
- les lieux de livraison des prestations ;
- la nature et la description des prestations à réaliser.

Si un bon de commande est émis en fin d'exécution du marché, il reste valide après l'expiration du marché.

#### Ordres de service :

Les dispositions de l'article 3.8 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 13. EXECUTION DES PRESTATIONS**

#### Lieux d'exécution :

Les dispositions de l'article 17 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Matériels, objets et approvisionnements confiés au titulaire :

Les dispositions de l'article 18 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché :

Les dispositions de l'article 19 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Stockage, emballage, transport et gestion des déchets :

Les dispositions de l'article 20 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Livraison :

Les dispositions de l'article 21 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Surveillance en usine :

Les dispositions de l'article 22 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Données nécessaires à l'exécution d'une mission de service public :

Les dispositions de l'article 26 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 14. DEVELOPPEMENT DURABLE**

Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles

Clause environnementale générale :

Les dispositions de l'article 16.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 15. PRESTATIONS SIMILAIRES ET MODIFICATIONS**

Prestations supplémentaires et modificatives :

Les dispositions de l'article 23 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Suspension des prestations en cas de circonstances imprévisibles :

Les dispositions de l'article 24 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Clause de réexamen :

Le marché prévoit que le contrat puisse être modifié conformément à l'article R2194 1 du Code de la commande publique. La CPAM du Rhône se réserve ainsi le droit d'apporter des modifications au présent marché, quel que soit leur montant, lorsque celles-ci ont été prévues et sont conséquentes à une évolution structurelle de l'organisme (maillage territorial : modification des sites et boîtes aux lettres) ou organisationnelle (dématérialisation, changements d'activités...) ; et ayant un impact sur les modalités d'exécution des prestations telles que notamment les lieux d'exécution, les fréquences et horaires des liaisons.

## **ARTICLE 16. PROPRIETE INTELLECTUELLE**

### **16.1. Régime des droits de propriété intellectuelle**

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

## **PARTIE 5. CONSTATATION DE L'EXECUTION, GARANTIE ET MAINTENANCE**

---

### **ARTICLE 17. RECEPTION**

#### Opérations de vérification :

Les dispositions de l'article 27 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Déroulement des opérations de vérification :

Dans les 15 jours calendaires après la livraison des services, il est selon le cas dressé un procès-verbal d'admission, d'ajournement, de réfaction ou de rejet des prestations.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Décisions après vérifications :

Les dispositions de l'article 29 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Admission :

Les dispositions de l'article 30.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Ajournement :

Les dispositions de l'article 30.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Réfaction :

Les dispositions de l'article 30.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Rejet :

Les dispositions de l'article 30.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Mauvaise qualité ou défectuosité des fournitures ou matériaux :

Les dispositions de l'article 30.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Transfert de propriété :

Les dispositions de l'article 31 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### **ARTICLE 18. DELAI DE GARANTIE**

Le délai de garantie est de 12 mois calendaires à compter de la date d'effet de l'admission.



### ARTICLE 19. CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES – MESURES DE SECURITE

#### Protection des données à caractère personnel :

1. Chaque Partie s'engage à considérer comme strictement confidentielles toutes les informations qui lui seront communiquées par l'autre Partie, dans le cadre de l'exécution du présent Contrat. Les Parties entendent préciser que seront considérées comme confidentielles les données échangées entre les Parties tout au long de l'exécution du Contrat.

Chaque Partie s'engage à respecter le secret professionnel et le secret des affaires ainsi que les dispositions de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 sur l'informatique et les libertés modifiée et du règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 appelé « règlement européen sur la protection des données ou « RGPD ».

Chaque Partie s'interdit, en conséquence, de divulguer, pour quelque cause que ce soit, lesdites informations, sous quelque forme, à quelque titre et à quelque personne que ce soit.

Le terme "Information Confidentielle" est défini comme toute information de quelque nature que ce soit et quelle que soit sa forme, écrite ou orale, y compris, sans que cela ne soit limitatif, tout écrit, note, copie, rapport, document, étude, analyse, dessin, lettre, listing, logiciel ou disquette, spécifications, chiffre, graphique, enregistrement sonore et/ou reproduction picturale, quel que soit son support.

2. Chacune des Parties s'engage notamment à :

- . Prendre toutes les mesures nécessaires pour protéger l'accès aux informations confidentielles,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles autrement qu'aux fins du Contrat,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles à son profit ou au profit de tout tiers en dehors de la stricte application du Contrat,
- . Ne pas divulguer les informations confidentielles à tout tiers non autorisé ou non concerné par l'objet du Contrat,
- . Ne pas utiliser les informations confidentielles pour toute action directe ou indirecte de conception, développement ou commercialisation de produits similaires ou concurrentiels à ceux de l'autre Partie,
- . Ne divulguer les informations confidentielles qu'à ses seuls préposés ayant la nécessité de les connaître au titre de leur mission,
- . Ne laisser accès aux informations confidentielles qu'à ceux de ses dirigeants, employés, mandataires, ou conseils devant y avoir accès pour la bonne exécution du Contrat et sous réserve du respect par ceux-ci de la présente obligation de confidentialité.

3. Chacune des Parties sera déliée de son obligation de confidentialité au cas où :

- . La divulgation des informations confidentielles serait exigée par la loi, les règlements, une décision judiciaire ou si cette divulgation était nécessaire pour mettre en œuvre ou prouver l'existence de droits en vertu du Contrat,
- . Les informations confidentielles ont fait l'objet d'une mise à disposition au public assurée directement par l'autre Partie et sans restriction,
- . Les informations confidentielles sont déjà connues du public, ou sont tombées dans le domaine public en dehors de toute intervention de l'autre Partie

4. Chacune des Parties s'engage à respecter son obligation de confidentialité dès la signature du présent Contrat et pendant toute sa durée ainsi que pendant une période de cinq (5) ans à compter de la fin du présent Contrat et pour quelque cause que ce soit.

#### Obligation de confidentialité :

Les dispositions de l'article 5.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Mesures de sécurité :

Les dispositions de l'article 5.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Information des sous-traitants :

Les dispositions de l'article 5.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Protection de la main d'œuvre et conditions de travail :

Les dispositions de l'article 6 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

#### Protection de l'environnement, sécurité et santé :

Conformément à l'article 7 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

#### Réparation des dommages :

Conformément à l'article 8 du CCAG fournitures courantes et services, le titulaire prend à sa charge les dommages causés au personnel ou aux biens de l'acheteur du fait de l'exécution du marché. Le titulaire est responsable des dommages subis par les fournitures tant qu'il en conserve la propriété, et il garantit l'acheteur contre les sinistres ayant leur origine dans le matériel qu'il fournit ou dans les agissements de ses préposés et affectant les locaux où ce matériel est exploité, y compris contre le recours des voisins.

### **ARTICLE 20. OBLIGATION DE CONSEIL**

Le titulaire du marché, expert en son domaine de compétence a une obligation de conseil vis-à-vis du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire doit signaler au pouvoir adjudicateur, tout acte, fait, élément pouvant nuire à la bonne exécution du marché.

### **ARTICLE 21. CLAUSE DE REEXAMEN**

Conformément aux dispositions des articles L 2194-1 et R2194-1 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur introduit une clause de réexamen applicable à l'ensemble du marché.

Des mouvements patrimoniaux pourraient être envisagés par le pouvoir adjudicateur par le déménagement, l'acquisition, la fermeture provisoire ou définitive de certains sites.

Il est en effet prévu la fermeture du site de Bonnefoi en fin d'année 2025 et à horizon 2026-2027 la fermeture des sites de Meyzieu et Vaise.

Un transfert de personnels devrait s'opérer sur le Site de Zola (environ 180 personnes) ainsi que sur le Site D'Aubigny (environ 85 personnes). Enfin, le site de Villefranche devrait également accueillir l'accueil de la CAF et de l'URSSAF d'ici 2027.

#### **1. Suppression des prestations suite à l'évolution structurelle de la CPAM : fermeture définitive de site et fermeture de boîtes aux lettres.**

Le pouvoir adjudicateur peut être contraint à **fermer** (fermeture définitive du site et boîtes aux lettres extérieures des sites) un ou plusieurs des **sites** compris dans le présent marché **ainsi** que les **boîtes aux lettres** à relever non rattachés à des sites.

Les **liaisons** entre ce(s) site(s) et le siège social et les autres sites **seront donc supprimée(s)** **ainsi** que la **collecte** des boîtes aux lettres fermées.

Le pouvoir adjudicateur **informera le titulaire**, par écrit, de la date exacte de fermeture de ce(s) bâtiment(s) et boîtes aux lettres dans un **délai** minimum de **30 jours calendaires** avant celle-ci.

Ces modifications font l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur :

- supprimant les liaisons concernant les divers sites et la relève des boîtes aux lettres
- indiquant le montant des prestations modifiées basé sur les prix contenus dans la DPGF (ou dans un devis du prestataire si la DPGF ne suffit pas à établir un nouveau prix)

La **décision** de suppression du pouvoir adjudicateur est **notifiée** au titulaire et sera traduite par un **avenant**

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suppression de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Dans ce cadre, il ne percevra aucune indemnité.

#### **2. Suspension et/ ou modification des prestations suite à l'évolution structurelle de la CPAM : fermeture et relocalisation de site.**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité pour des raisons motivées de **suspendre** des **liaisons** notamment **en cas de fermeture d'un site suivi d'une relocalisation, suite à des travaux, à un déménagement ou pour cause d'inoccupation des locaux**.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur devra en **informer**, par écrit, le **titulaire** du marché dans un délai minimum de **30 jours calendaires avant la date de la fermeture** du site.

La suspension doit également et obligatoirement faire l'objet d'une décision du pouvoir adjudicateur indiquant :

- le motif de la suspension
- les liaisons qui seront suspendues
- la période de suspension (date de début et date de fin)
- le montant des prestations correspondantes issu de la DPGF (ou d'un devis du prestataire) à déduire du prix forfaitaire

La **décision de suspension** du pouvoir adjudicateur est **notifiée** au titulaire et sera traduite par un **avenant**. Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

### **3. Modification des prestations suite à l'évolution organisationnelle de la CPAM : changement d'activité**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de **modifier** les **liaisons hebdomadaires** (nombre, fréquence, horaires) initialement prévues dans le marché notamment dans les cas suivants :

- **suite à des modifications relatives aux jours d'ouverture des sites**
- **en cas de changement d'activité au sein des locaux concernés**
- **en cas d'évolution des pratiques notamment avec la dématérialisation des flux entrants**

Le montant des prestations modifiées est basé sur les prix contenus dans la DPGF (ou dans un devis du prestataire si la DPGF ne suffit pas à établir un nouveau prix). **Pour toutes modifications de prestations, celles-ci feront obligatoirement l'objet d'un avenant.**

Le titulaire ne pourra pas se prévaloir, ni pour éluder les obligations du marché, ni pour élever une réclamation, des sujétions occasionnées par la suspension de prestations décidées par le pouvoir adjudicateur. Aucune indemnité ne peut être réclamée quelle que soit la durée de la suspension.

### **4. Ajout de prestations suite à l'évolution organisationnelle de la CPAM : changement d'activité**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la **possibilité d'ajouter des prestations** notamment dans les cas suivants :

- **Augmentation du nombre de jours d'ouverture au public d'un point d'accueil/d'un point de conseil de proximité**
- **Création d'un nouveau point d'accueil/d'un point de conseil de proximité/d'une agence**

Le pouvoir adjudicateur établira un cahier des charges synthétique pour ces sites, qui sera envoyé au titulaire. Le titulaire transmettra ensuite un devis correspondant aux prestations demandées.

Les **prestations** (cahier des charges et décomposition du prix global et forfaitaire) seront **ajoutées** au marché **par avenant**.

### **5. Suppression prestation de tri**

En cas d'évolution des pratiques liées notamment à la dématérialisation des flux le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de **reprendre l'activité de tri** à son compte et donc de supprimer cette prestation.

Dans ce cas, le pouvoir adjudicateur devra en **informer**, par écrit, le titulaire du marché dans un délai minimum de **30 jours calendaires avant la date de reprise de cette prestation** par les services de la CPAM du Rhône.

Le montant des prestations modifiées est basé sur les prix contenus dans la DPGF (ou dans un devis du prestataire si la DPGF ne suffit pas à établir un nouveau prix). Pour toutes **modifications** de prestations, celles-ci **feront** obligatoirement l'objet d'un **avenant**.

## **ARTICLE 22. GESTION DE FIN DE MARCHÉ**

Après la fin du présent marché, une période transitoire d'un mois est prévue afin d'organiser la continuité de service des tournées quotidiennes sur les différents sites de la CPAM du Rhône. Durant cette période transitoire, le titulaire en place et le prestataire ultérieur devront assurer le service des navettes en place. Le titulaire en place s'engage à prolonger ses prestations pendant un délai d'un mois maximum dans les conditions du présent marché, jusqu'à la date de remplacement du prestataire ultérieur.

## PARTIE 7. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

### ARTICLE 23. PENALITES ET PRIMES

Type de pénalité	Articles du CCTP	Obligation	Montant en € HT
Non respect du délai de livraison	Art 4 A et B du CCTP	L'ensemble du courrier collecté chaque jour (courrier inter-site et Boîtes aux lettres) devra être livré à destination à J+1	150 € par jour ouvré de retard
Non-respect des plages horaires	Article 4 D du CCTP	Le titulaire doit respecter les horaires de ramassage et de livraison prévues à l'annexe 1 du CCTP	50 € par cas constaté et par site
Non-respect des jours de passage	Article 4 A et B du CCTP	Le titulaire doit respecter les jours de passage fixés à l'annexe 1 du CCTP	50€ pas cas constaté et par site
Non passage ou retard sans justification valable	Article 4 D du CCTP	En cas de problème de distribution ou tout incident concernant la tournée information dans les 2 heures et justification du retard	50€ pas cas constaté et par site
Perte de moyens d'accès ou non restitution en fin de marché	Article 4 H du CCTP	Le titulaire est responsable de la conservation et utilisation des moyens d'accès	150 € par badge ou moyen d'accès
Non réalisation du reporting ou non accessibilité à l'outil de suivi de réalisation des prestations	Article 4 I du CCTP	Le titulaire s'engage à faire un retour d'information des collectes et livraisons sur demande Le candidat doit proposer un système de suivi en temps réel. La CPAM doit avoir accès au suivi à partir d'un applicatif web	50€ par jour de retard constaté

#### Dérogations relatives aux pénalités :

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG fournitures courantes et services, les pénalités applicables en cas de retard d'exécution sont celles listées au sein du présent document.

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure ni à l'information préalable du titulaire, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG fournitures courantes et services, toute pénalité, quel que soit le montant, peut être exigée.

#### Dérogations ou précisions relatives aux primes :

Les documents du marché ne prévoient pas le versement de primes.

### ARTICLE 24. MESURES COERCITIVES

#### Exécution de la prestation aux frais et risques du titulaire :

Conformément à l'article 45 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

## **ARTICLE 25. CAS DE RESILIATION**

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services.

L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

### Résiliation pour événements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour événements liés au marché :

Les dispositions de l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Résiliation pour motif d'intérêt général :

Les dispositions de l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 26. LIQUIDATION**

### Décompte de résiliation :

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés :

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **ARTICLE 27. LITIGES ET DIFFERENDS**

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LYON

Tél. : 04.72.60.70.12

Fax :

Email : tj-lyon@justice.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes:

TRIBUNAL JUDICIAIRE DE LYON

Tél. : 04.72.60.70.12

Fax :

Email : tj-lyon@justice.fr

### Règlement à l'amiable :

Les dispositions de l'article 46.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

### Mémoire en réclamation :

Les dispositions de l'article 46.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de notification de la décision :

Les dispositions de l'article 46.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Recours à un comité consultatif de règlement à l'amiable, à la conciliation, à la médiation ou à l'arbitrage :

Les dispositions de l'article 46.4 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Délai de réclamation :

Les dispositions de l'article 46.5 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

## **PARTIE 8. DEROGATIONS AU CCAG**

---

L'article 5 déroge à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

L'article 23 déroge à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.



# Obligation en matière de sécurité physique et de confidentialité

## Personnel intervenant dans les locaux

### Règles de bonne conduite

#### INTERDICTION

- de **fumer** dans les locaux
- de faire **entrer** toute **matière prohibée** par la législation en vigueur
- d'**accueillir** des **personnes étrangères** au besoin du service
- d'**utiliser** du **matériel** propriété de la CPAM du Rhône à des **fins personnelles** : moyens de communication (ligne téléphonique, téléphone, fax etc...) photocopieur, manutention, etc.
- de **porter atteinte** à la disponibilité, l'intégrité et à la confidentialité du **réseau informatique** notamment de **brancher** quelque **équipement** que ce soit non strictement nécessaire à l'exécution des prestations sur le **réseau électrique** (chargeur de téléphone, etc...)
- de **se connecter** de quelque façon que ce soit sur le **réseau informatique** (en filaire, en wifi, etc...)



### Discretion et confidentialité

#### ENGAGEMENT

- à **ne pas divulguer** à des **tiers** des **informations** qu'il pourrait être amené à connaître dans le cadre de son activité
- à **protéger** les **informations confidentielles** dont il a connaissance ou qu'il manipule et à **ne pas** les **divulguer** à **autrui**
- à **ne pas mettre à profit** les **activités** qui lui ont été confiées pour **recueillir** ou **rechercher** intentionnellement des **informations confidentielles** sous quelque forme que ce soit
- à **informer immédiatement** de toute **situation** où de telles **informations seraient** **recueillies** par inadvertance ou viendraient fortuitement à leur connaissance







**l'Assurance  
Maladie**

Agir ensemble, protéger chacun

Rhône

## Obligation en matière de sécurité physique et de confidentialité

### Badge d'accès aux locaux

- à **confier les badges uniquement au personnel concerné** par l'activité du contrat;
- à **utiliser les badges d'accès fournis uniquement dans le cadre de leur activité et durant les horaires d'intervention** convenus;
- à **assurer la protection physique des badges** fournis afin d'éviter leur détérioration, perte ou vol;
- à **ne pas permettre à un tiers** par quel moyen que ce soit **de réaliser une association** entre les dits **badges** et l'adresse du lieu d'exécution du contrat;
- à **avertir dans les plus brefs délais** en cas de **perte** ou de **vol** de l'un ou des **badges**;
- à **restituer les badges** au **terme du marché**.



### Gestion de l'alarme intrusion

- à **assurer la confidentialité** du **code** fourni;
- à **utiliser le code** fourni **uniquement dans le cadre de leur activité et durant les horaires d'intervention** convenus;
- à **mettre hors surveillance** le système d'anti intrusion à **l'issue de chaque intervention**;
- à **signaler toute alerte** remontée par le système **lors de sa mise sous surveillance** ou lors de sa **mise hors surveillance**;
- à **avertir dans les plus brefs délais** en cas de **risque de divulgation** du dit code;
- à **signaler le départ** d'un **collaborateur** avant en connaissance du dit code.



Vous êtes maintenant prêt à exercer votre prestation au sein de notre organisme en respectant la Sécurité du Système d'Information.

Nous nous réservons le droit de procéder à toute vérification permettant de s'assurer du respect de vos obligations.



**ameli.fr**



Rhône

# Livret de sécurité de l'information



Votre société s'est engagée, par contrat, à faire respecter par ses salariés et sous-traitants les consignes de sécurité et les clauses de confidentialité applicables dans notre organisme. Avant de commencer votre prestation, vous devez en prendre connaissance.

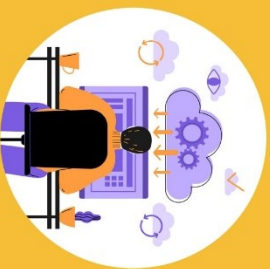
### CONTRÔLE D'ACCÈS AUX LOCAUX

Les prestataires ont l'obligation de porter leur badge en évidence durant toute la durée de l'intervention.



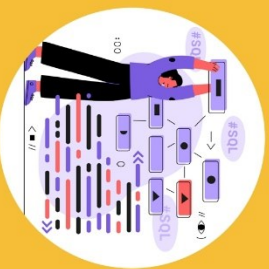
### RESPECT DE LA CONFIDENTIALITÉ

Toute information de l'organisme est par nature confidentielle et ne doit pas être divulguée.



### RESPECT DE LA DISPONIBILITÉ ET DE L'INTÉGRITÉ

Les actions effectuées dans le cadre de votre prestation ne doivent pas altérer la disponibilité et l'intégrité du système d'information.



### CONTRÔLE D'ACCÈS AU SYSTÈME D'INFORMATION

Les accès au système d'information sont susceptibles d'être enregistrés et contrôlés.



### RESPECT DES EXIGENCES LÉGALES

La prestation effectuée doit être conforme à la législation relative à la propriété intellectuelle et aux droits d'auteurs.



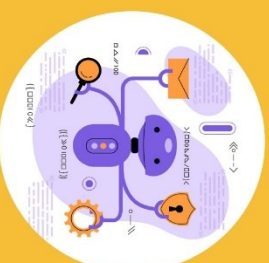
### GESTION DES INCIDENTS

Toute faille soupçonnée ou incident de sécurité constaté doit être signalé à votre contact dans l'organisme.



### RESTITUTION DES BIENS

En fin de marché, les matériels confiés par l'organisme dans le cadre du marché (clés, badges, etc., ...) devront être rendus.



### PRENDRE EN COMPTE LES PRINCIPES DE PROTECTION DES DONNÉES

En cas de manipulation de traitement de données personnelles pour notre compte, vous devez respecter des obligations spécifiques en matière de sécurité, de confidentialité et de documentation afin de répondre aux exigences du Règlement européen (RGPD).

